



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PREFECTORAL DU **09 DEC. 2024**
METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ SOCAP DE RÉGULARISER
LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE SON ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE
SITUÉ 127 AVENUE DE L'ÉCOLE NAVALE À BREST

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

VU le récépissé de déclaration n° 130-94-D en date du 24 juin 1994 donnant acte à la déclaration de la société SOCAP visant l'exploitation d'une installation de traitement de surface des métaux pour son établissement situé au 127 avenue de l'École Navale 29200 BREST;

VU le rapport et les propositions en date du 5 novembre 2024 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

CONSIDÉRANT que l'établissement SOCAP est fermé définitivement depuis le mois de juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement SOCAP n'exerce plus d'activités à BREST, depuis le mois de juin 2023, relevant du régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société SOCAP n'a pas notifié au préfet l'arrêt des activités de son établissement, conformément à l'article R.512.66.1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la société SOCAP n'a pas notifié au préfet l'attestation pour la mise en sécurité de son établissement, conformément à l'article R.512.66.3 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'activité de traitement de surfaces des métaux exercée au sein de l'établissement SOCAP est susceptible d'avoir engendré une pollution des sols;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L.512.12.1 du Code de l'Environnement, l'exploitant SOCAP n'est pas en mesure de montrer qu'il a placé le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société SOCAP de satisfaire aux dispositions des articles L.512.12.1, R.512.66.1 et R.512.66.3, du Code de l'Environnement.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1

La société SOCAP dont le siège social est situé Z.A. de Penhoat à SAINT-DIVY, ayant exploité une installation industrielle de traitement de surface située au 127 avenue de l'École Navale 29200 BREST, est mise en demeure de respecter :

- sous un délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles R.512.66.1 et R.512.66.3, du Code de l'Environnement relatives à la cessation définitive d'activité.

Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement)".

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le directeur de la société SOCAP sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Brest.

Quimper, le **09 DEC. 2024**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



François DRAPÉ

Destinataires :

- Sous-préfecture de Brest
- Mairie de Brest
- Société SOCAP
- Inspection de l'environnement – UD 29 DREAL